

appliquées dans cette région sont le point de mire des dirigeants d'entreprises partout dans le monde.

Cette situation a par ailleurs conduit à l'établissement de contacts plus officiels entre les gouvernements de la région. Institué en 1989, le mécanisme de Coopération économique Asie-Pacifique (CEAP) est le premier forum intergouvernemental de consultation qui englobe l'ensemble de la région de l'Asie et du Pacifique; il s'agit là d'une évolution significative, que nous appuyons sans réserve.

À Séoul, en novembre dernier, j'ai assisté à la réunion des ministres des pays membres de la CEAP. J'ai été frappé par l'efficacité de ce mécanisme vieux d'à peine deux ans, qui donne par ailleurs l'occasion aux ministres de la région de procéder à des discussions de fond.

À notre avis, la CEAP peut et doit devenir un chef de file dans le domaine du commerce international, notamment en définissant des approches novatrices face aux problèmes nouveaux déclenchés par les forces de la mondialisation.

Le commerce est évidemment l'un des principaux véhicules de l'interaction entre les membres de la communauté de l'Asie-Pacifique. Rien ne définit mieux les liens qui nous unissent, rien n'est plus annonciateur d'un avenir meilleur, que le mouvement de biens et de services entre nos pays et la circulation des capitaux, de la technologie et des idées. La vitalité du commerce dans notre région est l'une des grandes réussites des 25 dernières années, et elle nous donne toutes les raisons d'espérer un avenir encore plus prospère ensemble.

Nous devons collectivement nous servir des nombreuses institutions qui voient le jour dans la région et d'un bout à l'autre du Pacifique, pour implanter ce que j'appellerais une «culture commerciale axée sur le Pacifique», fondée sur un échange plus ouvert de biens, de services, d'idées et de capitaux. Une telle culture dans la communauté de l'Asie-Pacifique viendrait renforcer un régime commercial à la fois ouvert et libéral à l'échelle mondiale.

Mais, pour concrétiser cette vision, les gouvernements, les entreprises, les universités et les autres intervenants devront conjuguer leurs efforts. Pour vous, l'enjeu est de taille. Vous devez investir de vos talents et de votre vision dans ce processus, et vous devez lui accorder votre appui. Les gouvernements, pour leur part, ont le devoir de mettre en place à l'échelle internationale, régionale et nationale un ensemble de politiques qui permettent à cette culture de prendre racine.

C'est pourquoi l'Uruguay Round des négociations commerciales multilatérales (NCM) demeure la grande priorité du Canada en